

C'est le moment: comment les dirigeants mondiaux devraient répondre à la crise des prix alimentaires

3 juin 2008

Des prix alimentaires aux crises alimentaires

« La hausse des prix alimentaires est en train de créer (...) un tsunami silencieux capable de faire plonger (...) chaque continent dans la famine. » – Le Programme Alimentaire Mondial, 22 avril 2008

« Pour nous, les fermiers, cette hausse des prix alimentaires semble salutaire, mais en fait elle nous rend la vie plus difficile. » – Bob Atanga, un petit fermier d'une famille de Nyariga, près de Bolgatanga, dans la région du Haut Ghana oriental, qui consomme plus qu'elle ne produit.

« J'avais l'habitude de préparer un petit-déjeuner pour mes deux enfants avant d'aller travailler comme marchande ambulante, mais avec ces hausses des prix alimentaires, mes enfants partent maintenant le matin sans avoir mangé. » – Judith Alexandre, du quartier de Carrefour-Feuilles à Port-au-Prince, Haïti

En trois ans, les prix alimentaires ont augmenté de quatre-vingt trois pour cent dans le monde.¹ La crise qui en résulte constitue une menace sans précédent pour les moyens d'existence et le bien-être de millions de ménages ruraux et urbains qui sont les consommateurs de base. Oxfam International et nombre de ses partenaires ont vu ces prix obliger les gens à manger moins ou à s'alimenter de manière moins nourrissante. Les ménages peu fortunés doivent réduire leurs dépenses dans des domaines comme la santé, l'éducation et autres nécessités. L'alimentation des femmes et des enfants est particulièrement précaire car les femmes veillent souvent à l'alimentation des hommes avant la leur.

Oxfam estime que le niveau actuel des prix alimentaires constitue une menace immédiate pour les 290 millions de personnes qui vivent dans les pays les plus vulnérables à l'augmentation des prix.² De tels chiffres dépassent de loin ceux évoqués lors des plus grands désastres naturels comme le tsunami asiatique de 2004.

La crise des prix alimentaires actuelle se déroule sur un arrière-fond de faim et de vulnérabilité incessantes pour des millions de personnes. Une faim persistante affecte 854 millions de personnes dans le monde, un chiffre qui signifie que nous ne sommes pas du tout dans les temps pour atteindre d'ici 2015 la réduction de cinquante pour cent décidée en 2000 par la communauté internationale.³ Selon le Programme Alimentaire Mondial (PAM) des Nations Unies, le nombre d'urgences alimentaires est passé d'une moyenne de quinze par an dans les années 80 à plus de trente par an depuis le début du nouveau millénaire.⁴

Les prix alimentaires vont très certainement rester élevés et volatiles pendant les années à venir à cause de l'augmentation des coûts de production dus aux prix pétroliers élevés et de la demande croissante en céréales. Celle-ci est liée à la croissance du secteur des agrocarburants et de la demande des consommateurs des pays émergents. De plus, les changements climatiques semblent nous mener vers des conditions météorologiques et des catastrophes de plus en plus imprévisibles, exacerbant encore la volatilité des marchés et de la production et amoindrissant la disponibilité des denrées alimentaires ainsi que les revenus de millions de personnes. Ceci est particulièrement vrai dans l'Afrique subsaharienne.⁵

Il est urgent d'agir contre la crise actuelle et d'éviter qu'elle ne se reproduise. Mais cette crise révèle des opportunités aussi bien qu'une menace. Depuis des dizaines d'années, les prix bas ont sanctionné les producteurs ruraux et les agriculteurs qui composent la majorité des populations pauvres. Aujourd'hui, les prix élevés pourraient renverser la tendance mais seulement si des politiques et des institutions adaptées sont en place afin de permettre aux agriculteurs et aux ouvriers agricoles démunis d'en bénéficier.

Malheureusement, aux niveaux locaux, nationaux et internationaux, les politiques et les institutions adéquates n'existent pas encore. Dans de nombreux pays pauvres, les mécanismes de régulation des marchés alimentaires et de promotion des investissements agricoles ont été abandonnés en faveur de « programmes d'ajustement structurel » imposés par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Résultat? Moins de soutien aux petits agriculteurs et plus d'instabilité sur les marchés agricoles.

La crise des prix alimentaires représente un énorme défi à la prééminence et à la légitimité des institutions multilatérales mondiales, mais c'est également une véritable occasion d'apporter au système alimentaire et agricole des réformes qui auraient déjà dû être menées depuis longtemps. Les pays qui ont les moyens et le pouvoir de réaliser de telles réformes devraient mener le combat, comme ils l'ont fait quand il s'agissait d'éviter une crise financière mondiale.

L'étendue de ce qui est possible quand la volonté politique existe est stupéfiante: la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne ont injecté plus de mille milliards de dollars dans le système financier au cours des six derniers mois.⁶ En comparaison, la somme qu'Oxfam estime nécessaire pour venir en aide immédiatement aux populations les plus pauvres des 53 pays en développement qui sont les plus vulnérables aux prix actuels est minuscule: 14,5 milliards de dollars.⁷

Cette note d'information propose une série de mesures à court et moyen terme pour traiter la crise alimentaire actuelle et mettre en place les réformes requises pour qu'elle ne se répète pas.

Procurer une aide immédiate pour éviter la faim et la malnutrition

Il est de la plus haute importance d'offrir immédiatement une aide alimentaire aux populations affectées pour éviter la faim et la malnutrition. Oxfam se réjouit des 755 millions de dollars de fonds supplémentaires reçus récemment par le PAM et qui permettent au programme de maintenir ses opérations à leur niveau de 2007. Néanmoins, changer la nature de l'aide alimentaire est tout aussi important que d'augmenter son volume.

L'aide alimentaire internationale procurée « en nature » par les états donateurs a souvent contribué à créer une dépendance aux importations de nourriture par le dumping d'aliments bon marché qui mine la production locale. L'aide internationale devrait faire exactement le contraire et soutenir les économies locales. C'est pourquoi Oxfam encourage les achats locaux et l'aide directe en espèces en lieu et place de nourriture quand cela se justifie.

Offrir de l'argent en espèces pour des denrées alimentaires produites localement est également plus intéressant financièrement, vu le coût élevé du carburant nécessaire aux livraisons en provenance des pays riches. L'OCDE estime que 750 millions de dollars supplémentaires pourraient être dégagés si les pays riches offraient l'aide alimentaire en espèces plutôt qu'en nature.⁸

La réponse à cette crise se situe néanmoins bien au-delà de l'aide alimentaire. Oxfam recommande d'établir ou d'améliorer les systèmes de protection sociale nationaux tels que la garantie d'un revenu minimum, des programmes de travaux publics et une assistance directe aux groupes vulnérables et aux populations affectées. Ceci devrait inclure un approvisionnement en nourriture, en argent liquide et en denrées agricoles mais également des mesures fiscales destinées à protéger le pouvoir d'achat de la population (par exemple une réduction de la TVA sur les denrées de base). Les gouvernements et les employeurs devraient également s'assurer que les salaires soient des salaires vitaux qui suivent l'augmentation constante du coût de la vie. Une aide salariale et des programmes d'aide alimentaire doivent être implémentés de façon à minimiser le fardeau qui pèse sur les femmes. Il est également essentiel de développer des « banques de céréales » dans les villages et des mécanismes similaires permettant de disposer de nourriture à des prix abordables sans souci des fluctuations du marché.

L'épuisement des stocks de céréales – aujourd'hui réduites à un bas historique équivalant à 55 jours de consommation mondiale – rend le monde, et particulièrement les pays importateurs de denrées alimentaires, extrêmement vulnérable à tout changement drastique des conditions d'approvisionnement. D'autres changements de ce type sont à prévoir.

Encadré 1. Développer les programmes humanitaires et les filets de sécurité

En **Afghanistan**, Oxfam a démarré un programme d'urgence de type « argent et vivres contre travail » qui permet aux populations les plus vulnérables d'accéder à la nourriture et aux autres denrées de base. Néanmoins, cette intervention se fait sous pression car la crise actuelle a poussé de nombreuses familles qui n'étaient pas considérées être en danger dans la catégorie vulnérable.

En **Haïti**, pour faire face aux prix alimentaires élevés, Oxfam développe des solutions à court terme telles que des cantines scolaires et des cuisines communautaires à Port-au-Prince et à Jacmel, et développe ses activités « argent contre travail » existantes à Port-au-Prince.

Le gouvernement du Niger implémente un plan d'action national concernant la sécurité alimentaire et la nutrition qui inclut des ventes de céréales subventionnées et des projets de travaux rémunérés. Ce plan reçoit de la part des principaux gouvernements donateurs un soutien qui s'étale sur plusieurs années.

Les pays qui dépendent d'importations alimentaires doivent reconstituer une forme de réserve dans les mois qui viennent afin de réduire les fluctuations des marchés locaux et d'améliorer la disponibilité de la nourriture pour les populations et dans les régions qui en manquent. Cette façon de faire soutiendrait le commerce et la production alimentaire locale si elle est planifiée et gérée correctement. Là où c'est opportun, les réserves de céréales nationales pourraient être remplacées par des réserves locales (par exemple en Asie de l'Est et en Afrique de l'Ouest) et complétées par des mécanismes innovants comme des politiques de couverture, des contrats d'assurances et d'autres stratégies de gestion du risque.

Les moyens d'existence des populations doivent être protégés grâce à l'assistance humanitaire et aux filets de sécurité afin d'empêcher la faim et la malnutrition. Les pays en développement les plus pauvres ont besoin du soutien international pour offrir une telle protection. L'année dernière, les dirigeants mondiaux qui se sont rencontrés au sommet du G8 ont exigé de plus gros investissements dans la protection sociale des pays en développement. Il est temps pour eux, maintenant, de transformer ces paroles en actes.

Soutenir l'agriculture

La crise causée par l'augmentation des prix alimentaires est due en partie aux dizaines d'années de négligence de l'agriculture dans les pays pauvres. Le manque d'investissement dans ce domaine a exacerbé l'insécurité alimentaire dans les pays les plus pauvres du monde et les a laissés exposés à l'impact de l'augmentation mondiale des prix alimentaires. Les foyers ruraux qui ont tout à craindre des pénuries de nourriture ne peuvent compter sur rien quand les prix s'élèvent au-dessus de leurs moyens.

Augmenter la production agricole dans les pays qui sont les plus importants exportateurs de céréales peut fournir un répit temporaire à la hausse des prix alimentaires, mais cela n'est pas suffisant. Tout d'abord, dans les nations les plus pauvres du monde, cette solution n'attaque pas les causes systémiques de l'insécurité alimentaire qui les rendent vulnérables à la hausse des prix en tout premier lieu. Deuxièmement, s'occuper du développement agricole des pays à bas revenus offre une occasion unique d'attaquer la pauvreté mondiale. Les trois quarts des populations les plus pauvres du monde vivent toujours dans des zones

rurales, la plupart dans de petites fermes, et nombre de pays parmi les plus pauvres dépendent toujours énormément de l'agriculture en ce qui concerne les revenus et l'emploi.

Contrairement à la théorie des économistes de l'école du « big is beautiful », il existe également de puissants arguments pratiques pour investir dans les 400 millions de petits agriculteurs du monde en développement. Leurs petites propriétés témoignent souvent d'une plus grande productivité au mètre carré que celles qui sont plus étendues.⁹ De plus, de tels agriculteurs dépensent habituellement plus en services et en biens manufacturés localement. Dans les pays qui dépendent économiquement de l'agriculture, ce facteur contribue à donner un coup de fouet au développement commercial. L'histoire montre l'importance de l'agriculture dans ce processus: comme l'a conclu le Département pour le développement international du Royaume-Uni: « Aucun pays pauvre n'a jamais réduit sa pauvreté uniquement au moyen de l'agriculture, mais pratiquement aucun ne l'a fait sans tout d'abord augmenter la production agricole ». ¹⁰ Les petites fermes peuvent également s'adonner à d'autres tâches vitales comme de protéger la biodiversité et de préserver l'eau.

Malgré ces arguments qui défendent l'agriculture à petite échelle, l'autosatisfaction des donateurs et des gouvernements à une époque où les prix étaient peu élevés fut une des raisons du déclin dramatique des investissements dans ce secteur dans de nombreux pays en développement. L'aide agricole internationale a baissé de près de moitié entre 1980 et 2005.¹¹ Bien que certains donateurs aient pris de nouveaux engagements,¹² la magnitude de ce défi dépasse de loin la somme qui se trouve actuellement sur la table, l'aide pour le budget de l'agriculture s'élevant actuellement à 4 milliards de dollars.¹³ Cette somme est dépassée de loin par le soutien dont les pays riches de l'OCDE abreuvent leurs propres secteurs agricoles, somme qui s'élève en 2006 à environ 125 milliards de dollars par an sous la forme de versements effectués directement aux fermiers.¹⁴

Pendant ce temps, les gouvernements des pays en développement prennent du retard dans leurs investissements agricoles. En 2005, seuls six gouvernements d'Afrique sur vingt-quatre avaient répondu à leur engagement de dépenser dix pour cent de leur budget dans l'agriculture.¹⁵ Si tous les gouvernements africains atteignaient ce but des dix pour cent, 5 milliards de dollars supplémentaires pourraient être dégagés pour l'agriculture.¹⁶

De nouveaux budgets signifient également de nouveaux engagements pour améliorer la qualité des dépenses investies dans l'agriculture. Pour éliminer efficacement les possibilités d'une famine, les investissements doivent atteindre les groupes ruraux les plus marginalisés: les petits propriétaires, les agriculteurs sans terre, les pasteurs nomades et les femmes. De tels investissements doivent englober un ensemble compréhensif de politiques agricoles en assurant au minimum l'accès à la terre et à l'eau (ainsi que leur contrôle), en procurant une infrastructure, en accordant des financements et des crédits aux producteurs et en investissant dans la recherche et le développement épaulés par des services d'extension et de formation. De telles politiques doivent payer une attention particulière aux circonstances des producteurs de sexe féminin, qui peuvent avoir besoin d'investissements dans les technologies nécessaires à toute collectivité, telles que celles qui mettent à profit l'énergie et l'eau. Ces technologies pourront par exemple réduire le temps nécessaire à la collecte de l'eau et du bois et à d'autres tâches ménagères, facilitant ainsi la participation des femmes à la production agricole et à la commercialisation.

Au cours des récents débats, une grande attention a été portée sur le potentiel de la science et de la technologie afin d'augmenter la productivité dans les pays en développement.

Améliorer la science et la technologie agricoles joue un rôle vital, particulièrement dans les zones sujettes à la sécheresse, mais les budgets de la recherche et du développement agricoles dans les pays en développement sont bien inférieurs à ceux que l'on trouve dans le monde développé.¹⁷ Quoi qu'il en soit, améliorer la production agricole de façon à offrir un développement durable aux personnes les plus pauvres de ce monde demandera plus qu'un simple « dépannage technologique ». Pour que la technologie fonctionne, les agriculteurs doivent être impliqués dans sa mise en exploitation tandis que la formation et les services qui permettent l'extension agricole doivent atteindre les communautés rurales les plus pauvres. Les agricultrices, par exemple, ne bénéficient dans le monde que de cinq pour cent de ces services alors que les femmes sont responsables de la majorité de la production alimentaire familiale sur la plupart des continents.¹⁸

Encadré 2. Soutenir la production au niveau local

Les foires aux semences du Zimbabwe. Les compétences des communautés peuvent être renforcées pendant et immédiatement après les urgences alimentaires en soutenant par exemple des foires aux semences pour encourager la plantation des cultures traditionnelles les mieux adaptées à l'environnement et pour faire démarrer rapidement la production alimentaire locale. Oxfam s'est rendu compte qu'offrir aux agriculteurs des bons pour acheter des semences au cours des foires leur offre plus de choix que de leur donner simplement des sacs de graines. En 2004-2005, Oxfam a organisé au Zimbabwe 37 foires aux semences en partenariat avec des organisations locales dans les provinces de Masvingo et des Midlands, rassemblant des fournisseurs de graines, des producteurs, des agents d'extension et également les populations locales auxquelles on a offert des bons donnant droit à des semences afin qu'elles puissent effectuer leur propre choix. D'une très grande diversité, ces 21 espèces et 51 variétés incluaient des spécimens précédemment menacés d'extinction. Nombre de ces cultures traditionnelles sont meilleur marché et supportent mieux les conditions difficiles que les variétés à haut rendement. Quelque 23.000 foyers ont vu leur situation s'améliorer rapidement en achetant des semences.

Les banques de céréales d'Ethiopie. A Holeta, dans les montagnes centrales de l'Ethiopie, où en 2002 la plupart des familles vivaient avec moins d'1 dollar par jour, les agriculteurs locaux étaient de bons producteurs de millet mais le prix qu'ils en tiraient était à peine suffisant pour couvrir leurs coûts de production. C'est pourquoi cette communauté a créé une « banque de céréales » dans laquelle les producteurs « déposent » leur récolte et de laquelle ils retirent les paiements correspondants. Aujourd'hui, les fermiers jouissent tout au long de l'année d'un stock de céréales assuré, vendent quand les prix sont élevés et n'ont plus besoin d'acheter des graines.

Il n'existe aucun projet global pour l'agriculture. Les nouvelles interventions doivent se développer localement, en consultation rapprochée avec les groupements de femmes et d'agriculteurs, ainsi qu'avec les organisations de la société civile. Néanmoins, un soutien de l'état plus proactif est souvent nécessaire pour assurer la fourniture des services et des intrants agricoles (y compris les services d'extension) là où ils sont les plus nécessaires, améliorer les systèmes de stockage et de commercialisation et enfin, protéger et améliorer l'accès aux terres, spécialement quand ces fonctions ont été démantelées au cours des dernières décennies. Les gouvernements et les donateurs doivent également soutenir l'accès des femmes aux capitaux, aux biens et aux services et leur permettre de faire entendre leur

voix dans les décisions portant sur les matières agricoles, tout en leur donnant la possibilité de contrôler tous ces aspects.

Arrêter de mettre de l'huile sur le feu en favorisant les agrocarburants

La demande en agrocarburants a progressé rapidement ces dernières années, principalement à cause des impératifs de production et de consommation qu'ils impliquent¹⁹, des subsides qui y sont associés et des mesures de soutien dont ils bénéficient dans les pays industrialisés. Mais utiliser les récoltes agricoles pour produire du carburant représente une méthode hautement inefficace. La quantité de céréales nécessaire à la production de l'éthanol utilisé pour remplir le réservoir d'un VUS est suffisante pour nourrir un être humain une année entière.²⁰

L'OCDE a estimé qu'entre 2005 et 2007, environ soixante pour cent de l'augmentation de la consommation de céréales et d'huiles comestibles était due aux agrocarburants.²¹ Tout en détournant les récoltes alimentaires, les agrocarburants rivalisent également avec la production alimentaire en ce qui concerne les terres agricoles, l'eau et les intrants tels que les engrais.

La demande croissante en agrocarburants a pour conséquence un impact direct sur le prix de la nourriture: l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) a estimé que les agrocarburants entraînent pour environ un tiers dans la récente inflation des prix alimentaires.²² L'IFPRI souligne également que le soutien apporté aux agrocarburants, et pour lesquels les pays de l'OCDE ont dépensé de 13 à 15 milliards de dollars l'an passé, agit comme une « taxe alimentaire » qui est ressentie durement par les plus pauvres car ils dépensent une plus large proportion de leurs revenus en nourriture.²³

Certains pays sont intéressés par les agrocarburants car ceux-ci semblent offrir un moyen de réduire les émissions dues aux transports et améliorer la sécurité énergétique. Mais une évidence scientifique croissante montre que les engagements pris en faveur des agrocarburants accélèrent en fait les modifications climatiques en étendant l'agriculture vers des zones d'une importance capitale telles que les forêts et les marais. Pourtant, on dispose de moyens bien plus sûrs et bien plus économiques pour réduire à la fois les émissions dues aux transports et la dépendance au pétrole provenant de l'étranger.

Les gouvernements devraient donc cesser de mettre de l'huile sur le feu avec leurs politiques d'agrocarburants. Ils doivent supprimer les subsides et les exemptions de taxes liées à celles-ci et repenser de manière urgente les impératifs existants qui réduisent l'accès à la nourriture. Il faut geler l'implémentation de toute nouvelle contrainte.

Aider les pays pauvres à obtenir de bons contrats commerciaux

Ces trente dernières années, la capacité de production et les institutions de régulation des pays pauvres ont été sérieusement ébranlées par le dumping des produits agricoles provenant des pays riches, l'impossibilité d'accéder aux marchés du Nord ainsi que l'ouverture unilatérale et la dérégulation des marchés agricoles des pays en développement.²⁴

Le pic actuel des prix fait que dans de nombreux pays, l'état de faiblesse de l'agriculture s'est muée en une détresse aiguë. Les pays les plus vulnérables (tels que Haïti – voir encadré 3) sont ceux qui ont prématurément réduit leurs tarifs douaniers, diminué leur soutien à l'agriculture et qui sont devenus de plus en plus dépendants des importations alimentaires. Ceux qui ont maintenu un plus grand degré d'implication de l'Etat (par exemple en marketing) et de protection des tarifs douaniers ont trouvé plus facile d'absorber l'impact du choc des prix.

Certains gouvernements ont réagi au choc des prix en restreignant ou en éliminant les exportations. Cela peut se comprendre si l'on veut faciliter les besoins domestiques, mais cela a de sérieuses conséquences pour d'autres pays, souvent plus vulnérables. Si les grands producteurs limitent les exportations, ils vont restreindre de façon significative les provisions sur les marchés internationaux et par conséquent forcer une hausse de prix pour les pays importateurs de nourriture qui sont parmi les plus pauvres du monde.

Encadré 3. L'impact d'une libéralisation forcée

Le cas d'Haïti, qui fait face actuellement à de violentes émeutes dues aux pénuries de nourriture, illustre les problèmes qui apparaissent quand les pays riches interfèrent avec les marchés locaux. En 1995, un programme de libéralisation rapide imposé par la Banque Mondiale et le FMI fit passer le tarif douanier du riz importé de cinquante pour cent à trois pour cent et le pays fut inondé d'importations de riz bon marché et subventionné en provenance des Etats-Unis. Les consommateurs des villes bénéficièrent un moment d'un riz meilleur marché mais la production nationale baissa brusquement: d'une autosuffisance pratiquement totale en 1990, le pays est passé à une importation de 80 pour cent du riz qu'il consomme alors que les prix mondiaux ont doublé. Plus de la moitié de la population est sous-alimentée et plus de quatre-vingt pour cent de la population rurale vit en-dessous du niveau de pauvreté.

Source: « *Rigged Rules and Double Standards* » (Oxfam International, 2002) et World Development Indicators (www.worldbank.org/data/onlinebases/onlinebases.html).

Néanmoins, les implications des règles commerciales multilatérales et du Doha Round sont complexes et la déclaration de négociateurs commerciaux de l'UE et des EU²⁵ selon laquelle le Doha Round des pourparlers de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) est une solution à la crise actuelle des prix alimentaires doit être traitée avec beaucoup de scepticisme.

Les règles commerciales agissent sur le long terme et sont largement irréversibles. Elles doivent protéger les populations pauvres quand les prix sont élevés et quand ils ne le sont pas. Tandis que les prix et d'autres facteurs se modifient, il est vital que les pays en développement puissent disposer de politiques flexibles afin de protéger les pauvres, qu'ils soient producteurs ou consommateurs. Par exemple, les gouvernements peuvent choisir de diminuer les tarifs douaniers quand les prix sont élevés mais ils doivent garder la possibilité de faire remonter à nouveau ces tarifs au cas où les prix s'effondreraient (comme cela s'est passé après la plupart des flambées des prix des matières premières).

Ceci ne veut pas dire que les pays en développement doivent nécessairement être autosuffisants. Le degré optimum d'ouverture du marché et de dépendance alimentaire dépend d'un certain nombre de facteurs qui incluent la structure de l'économie, les réserves des changes, les opportunités d'augmentation de la productivité ou les stratégies de

développement à long terme du pays. Dans les pays qui réussissent, comme par exemple la Corée du Sud, la Malaisie et l'Indonésie, les stratégies de développement des petits propriétaires furent soutenues par les tarifs douaniers. Le gouvernement utilisa ceux-ci dans le but de stabiliser les prix domestiques, garantissant ainsi des prix plancher pour les agriculteurs aussi bien que des prix plafond pour les consommateurs, ce qui eut pour effet d'encourager l'investissement.²⁶

Malheureusement, les négociateurs commerciaux sont parfois tentés d'ignorer de telles nuances et d'utiliser la crise des prix alimentaires pour conclure rapidement un marché. Mais tout accord basé sur ce qui se décide actuellement à l'OMC aura pour conséquence de miner, plutôt que de renforcer, les systèmes agricoles des pays en développement et ne résoudra certainement pas la crise actuelle pour deux bonnes raisons.

Tout d'abord, la protection des moyens d'existence ruraux et de la sécurité alimentaire dont de nombreux pays en développement ont actuellement besoin n'est pas convenablement abordée par les propositions actuelles. Deuxièmement, même si les subsides à l'export seront bientôt éliminés, certaines lacunes permettent aux EU et à l'UE d'effectuer des dépenses agricoles qui engendrent des pratiques commerciales douteuses permettant de continuer le dumping. Si rien ne change, il est peu probable que le Doha Round soit capable d'obliger les EU ou l'UE à retirer un seul dollar des subsides qu'ils donnent à leurs agriculteurs. Bien que ceci ne semble pas être une priorité dans une période de hausse des prix, les profits agricoles record qui en résultent devraient créer une opportunité idéale pour effectuer des réformes. Aux EU, le passage au mois de mai de la Farm Bill de 289 milliards de dollars ainsi que des déclarations agressives émanant d'opposants européens à la réforme de la PAC²⁷ suggèrent que cette opportunité a disparu.

A l'OMC, la façon dont progresseront les accords sur de nouvelles règles d'utilisation de l'aide alimentaire se révélera également un test intéressant pour voir à quel point les pays riches désirent véritablement ces réformes. Au-delà de l'OMC, les accords commerciaux régionaux sont devenus un nouvel exemple des doubles standards des pays riches et menace de défaire même les plus petites avancées que les nouvelles règles commerciales multilatérales avaient rendues possibles. Les propositions faites par l'UE dans ses négociations connues sous le nom d'Accords de Partenariat Economique (APE) avec ses anciennes colonies du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) vont bien au-delà des exigences de l'OMC et posent de sérieux obstacles à la protection des petits producteurs contre les vagues d'importations soudaines et la compétition déloyale. De plus, la tentative d'introduire une protection des brevets plus stricte pourrait devenir une sérieuse barrière à l'innovation et à l'accès aux semences améliorées, toutes deux nécessaires pour que les petits propriétaires améliorent leurs récoltes et s'adaptent au changement climatique.

Les pays riches devraient saisir cette opportunité pour réorienter leurs politiques agricoles et commerciales. Au lieu de cela, de récentes déclarations officielles faites par les EU et des états membres de l'UE suggèrent que le pic actuel des prix pourrait être utilisé comme un moyen de renverser le modeste rythme des réformes. Certains de ces états membres de l'Europe ont déjà proposé de continuer selon le modèle qui a justement contribué à créer le problème – celui de la Politique Agricole Commune – et qui, si les prix devaient décliner dans le futur, perpétuerait une fois encore un cycle de dumping des pays riches et d'ébranlement des marchés agricoles pour les producteurs les plus pauvres. Perdre le momentum du changement créé au cours de ces dernières années constituerait un véritable

recul par rapport aux efforts qui ont été fournis pour que le commerce devienne équitable et ce serait un coup de plus pour la crédibilité des pays riches.

Défendre un « new deal » pour la politique alimentaire et agricole mondiale

Les agences internationales, les gouvernements des pays en développement, les organisations de la société civile et l'ensemble du secteur privé impliqués dans l'élaboration des politiques alimentaires et agricoles doivent maintenant faire preuve d'un niveau de coordination sans précédent. Tous les acteurs concernés doivent travailler ensemble pour mettre en place un plan d'action global et compréhensif qui assure une assistance immédiate mais qui développe également une stratégie à long terme. La tactique des Nations-Unies doit jouer un rôle de premier plan pour assurer son implémentation. L'établissement rapide du détachement des Nations-Unies, ses agences travaillant en étroite collaboration avec la Banque Mondiale et le FMI, est la bienvenue et devra agir rapidement pour réaliser ses objectifs.

Un plan d'action global ne signifie rien sans les engagements financiers qui permettent son implémentation. Trop souvent, les promesses financières ont été négligées. La Décision de Marrakech (1994), par exemple, était un engagement des pays développés destiné à aider les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires à compenser l'impact de la libéralisation financière en commanditant des importations alimentaires et en offrant de l'aide en espèces et en nourriture. Elle n'a jamais été implémentée.

Il est urgent de mettre au point des financements supplémentaires afin de garantir une meilleure aide en vivres et en espèces, couvrir les déficits de balance de paiement causés par l'augmentation des frais d'importation et par les intrants financiers destinés à la prochaine récolte agricole. Tandis que la Banque Mondiale, mais également le FMI, ont un rôle important à jouer dans la mise au point de telles options financières, ils devraient le faire sans imposer aucune condition supplémentaire, en particulier parce que les calamités, par nature, ne peuvent être prédites. Les facilités de crédit du FMI telles que la Facilité de Protection contre les Chocs Exogènes devraient être disponibles à plus large échelle et à des taux plus réduits. Un effacement de la dette devrait également être accordé plus rapidement aux pays qui souffrent à cause de la crise.

A long terme, de nouveaux engagements financiers doivent être pris envers le secteur agricole, d'une façon qui soutienne, au lieu de miner, les institutions et les initiatives existantes (un bon exemple est le Programme pour le Développement Global de l'Agriculture Africaine, ou CAADP, une initiative régionale en cours de création destinée à soutenir la politique de réforme agricole). L'établissement d'un nouveau Fonds spécial séparé, administré en dehors des institutions donatrices ou gouvernementales existantes, pourrait avoir comme effet de détourner l'attention et les ressources financières de ces initiatives. Bien mieux, ce qui est nécessaire, c'est de trouver des manières d'assurer une coordination claire et globale des efforts de financement. Ceux-ci devraient inclure à la fois l'aide alimentaire et un financement en espèces et surveiller tous les nouveaux flux financiers. De cette façon, l'aide internationale se concentrera effectivement sur la pauvreté et la faim et sera à la fois transparente et responsable. Dans les pays les plus pauvres, l'aide doit être délivrée d'une manière qui soutienne les biens et les plans du pays et qui génère

une situation financière prévisible à long terme, inscrite dans les budgets nationaux chaque fois que cela est possible.

Les gouvernements devraient également explorer le potentiel de solutions financières innovantes qui permettent de lever des fonds supplémentaires. Toute nouvelle solution devrait être pensée sur le long terme et donner des résultats prévisibles. En outre, elle ne devrait pas faire oublier les efforts d'assistance fondamentaux qui seront également indispensables.

Des recherches et des analyses supplémentaires seront également nécessaires, particulièrement dans des domaines comme la fonction des marchés financiers. Les instruments financiers peuvent jouer un rôle dans la réduction des risques et de la volatilité des prix en agriculture. Néanmoins, les événements récents ont suscité la question de savoir si ces marchés jouent actuellement ce rôle et dans l'affirmative, de quelle façon.

Conclusion: c'est le moment

L'inaction internationale face à la crise des prix alimentaires ne peut que générer des réponses gouvernementales unilatérales et qui ne font preuve d'aucune coordination. Mais il existe une meilleure manière de réagir. Une action collective est essentielle pour engendrer des solutions qui soient à la fois équitables et durables pour la population mondiale dans sa totalité. Cette crise représente un défi énorme pour les institutions multilatérales internationales mais elle apparaît également comme l'occasion d'accomplir les réformes du système agricole qui auraient déjà dû être réalisées depuis longtemps.

Si ces institutions n'arrivent pas à répondre à ce défi, le coût ne se mesurera pas seulement en vies perdues et en souffrance humaine, mais également en légitimité perdue. Les gouvernements des pays riches ont montré leur empressement à intervenir massivement pour protéger les marchés financiers. Ils doivent montrer aux nations et aux communautés pauvres du monde qu'ils sont au moins aussi déterminés à accepter le financement et les réformes structurelles nécessaires pour aider des centaines de millions de personnes pauvres et vulnérables qui se trouvent soudainement incapables de trouver de quoi nourrir leur famille.

Oxfam invite les dirigeants mondiaux réunis au sommet spécial de la FAO, au G8 de juin ainsi qu'à la Réunion de haut niveau sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement organisé par les Nations Unies et qui se tiendra en septembre à considérer les propositions suivantes afin de faire en sorte que les besoins immédiats soient garantis dans les semaines qui viennent et qu'un plan détaillé pour une action à plus long terme soit mis en place en conformité avec le Sommet du Millénaire.

Recommandations pour l'action à court terme:

- 1. Les gouvernements, les agences des Nations Unies et les ONG doivent étendre les filets de sécurité et augmenter l'assistance humanitaire aux populations qui se trouvent en position d'insécurité alimentaire.** Quelque 290 millions de personnes ont besoin d'une assistance immédiate en nourriture et en espèces, ainsi que de diverses mesures à court terme qui permettraient de contribuer à leurs revenus et à leur consommation de nourriture. Oxfam estime que 14,5 milliards de dollars sont nécessaires pour étendre l'assistance immédiate à ces seules populations.²⁸

2. **Les donateurs et les gouvernements des pays en développement devraient investir dans l'augmentation de la production agricole à court terme ainsi que dans le soutien à long terme de ce secteur** (voir plus bas). Les donateurs devraient s'assurer que l'initiative d'urgence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), destinée à garantir aux Pays à faible revenu et à déficit vivrier les intrants dont ils ont besoin pour augmenter la production domestique, soit pleinement financée. Ils devraient également soutenir les programmes existants (tels que le CAADP en Afrique) qui veillent à soutenir les petits cultivateurs, particulièrement les femmes, afin qu'ils puissent augmenter leur productivité et accéder aux marchés.
3. **Les pays riches doivent arrêter de mettre de l'huile sur le feu par leurs politiques d'agrocarburants.** Les subsides et les exemptions de taxes qui poussent à transformer la production agricole en une production de carburant devraient être abandonnés et il faut bloquer immédiatement l'implémentation de tout nouveau décret. Les ordonnances actuelles qui contribuent à réduire l'accès à la nourriture devraient être repensées de toute urgence.
4. **Les pays développés et en développement devraient éviter de recourir à des mesures commerciales qui exacerbent la crise ou sapent les buts du développement à long terme.** Les pays riches devraient arrêter de demander que les réductions de tarifs douaniers soient bloquées. Les interdictions à l'exportation devraient être évitées: on peut comprendre qu'elles soient une réponse pour protéger les consommateurs dans le court terme et en absence d'une action internationale qui s'occupe de l'augmentation des prix alimentaires, mais ils peuvent avoir un effet négatif sur les pays importateurs nets de produits alimentaires et les producteurs. Les pays riches ne devraient pas utiliser la hausse des prix alimentaires comme prétexte pour esquiver les réformes urgentes de leurs politiques commerciales et agricoles. L'Union Européenne et les Etats-Unis devraient personnellement s'engager à une profonde réforme de leurs politiques agricoles. Au cours des actuelles négociations commerciales telles que le Doha Round et les Accords de partenariat économique (APE) de l'UE, les pays riches devraient également reformuler leur engagement à un résultat qui tienne compte du développement.
5. **Un soutien financier supplémentaire doit être disponible pour les pays importateurs nets de produits alimentaires qui doivent faire face à des balances de paiement ou à des crises fiscales dues à des augmentations de prix alimentaires.**
 - L'effacement de la dette des Pays pauvres très endettés (PPTÉ) qui souffrent en raison de la crise alimentaire devrait se faire au plus tôt. Les pays endettés qui ne font pas partie des PPTÉ et qui sont affectés par cette crise devraient également bénéficier de cet effacement de leur dette.
 - Le FMI devrait faire en sorte qu'une augmentation de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) soit offerte automatiquement et immédiatement à tous les pays qui le désirent et sans condition supplémentaire.
 - La facilité de protection contre les chocs exogènes (FCE) du FMI devrait être disponible pour des pays souffrant aussi bien de problèmes budgétaires que de problèmes de balance de paiement, avec pour seule exigence des conditions fiduciaires et une meilleure gestion des concessions.

- La Banque Mondiale et le FMI devraient également offrir aux pays peu fortunés et qui souffrent de la crise alimentaire un financement de crise d'urgence ne comprenant que des conditions fiduciaires.
6. **Les gouvernements et les instances internationales tels que la FAO et la Banque Mondiale devraient immédiatement commissionner une étude pour clarifier la contribution des marchés futurs au pic des prix.** Oxfam demande que ces considérations soient étudiées avec soin et que des mesures appropriées soient mises en œuvre.

Recommandations pour l'action à moyen et à long terme:

1. **Les pays en développement qui dépendent des importations alimentaires devraient être soutenus afin qu'ils puissent reconstituer une forme de réserve.** Là où les réserves de céréales nationales ne sont pas la solution, des réserves régionales devraient être constituées, particulièrement dans les régions qui connaissent une forte intégration économique. Ces réserves pourraient être administrées sous l'ombrelle d'associations ou de structures économiques régionales existantes (par exemple la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA), le Club du Sahel, etc.).
2. **Les gouvernements devraient investir dans des programmes de protection sociale** afin de permettre aux gens de faire face à leurs besoins vitaux, de protéger leurs moyens d'existence contre les risques et d'améliorer leur statut social et leurs droits. Le coût d'une telle protection sociale pour les populations les plus pauvres d'Afrique serait d'environ 30 milliards de dollars – à peine trois pour cent de la somme injectée jusqu'à présent pour éviter une crise financière mondiale.²⁹
3. **Les donateurs et les gouvernements des pays en développement doivent augmenter leurs investissements dans l'agriculture et le développement rural en s'assurant que de tels investissements résultent en une croissance agricole durable qui bénéficie aux populations rurales les plus marginalisées.** Ceci demande non seulement une autre échelle d'investissements dans le secteur, mais également une réforme de la façon dont ces investissements sont définis et dont la politique agricole est menée. Le gouvernement ne devrait pas décider de la politique agricole au cours d'une négociation avec une institution financière internationale ou avec un donateur, mais elle devrait le faire au cours d'une consultation avec les citoyens, groupements d'agriculteurs inclus. Avant qu'un gouvernement ne décide d'une réforme de politique agricole majeure qui aura sans doute un impact significatif sur les critères de répartition, il devrait s'assurer que l'analyse ex ante de la pauvreté et de l'impact social ait été réalisée. De nouveaux investissements dans le secteur agricole doivent prendre en compte les besoins d'adaptation au changement climatique des pays en développement.
4. **Le système de l'aide alimentaire doit être réformé** de façon à éliminer l'aide en nature et pour s'assurer que l'assistance internationale ne mine la production locale dans les pays receveurs. Bien que la nourriture reçue en nature puisse être indispensable dans le court terme pour faire face aux besoins immédiats, le PAM doit également aider les gouvernements, les administrations locales et les communautés afin d'établir des mécanismes qui soient capables de prévenir et de réduire les

pénuries alimentaires (par exemple des banques et des réserves de céréales). La FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le PAM doivent travailler ensemble pour soutenir la création et l'implémentation de stratégies complètes de lutte contre la faim au niveau national. De nouvelles règles sont nécessaires à l'OMC et dans les conventions humanitaires internationales afin de garantir l'usage effectif de l'aide alimentaire et pour éviter qu'elle ne soit utilisée pour écouler les surplus de production agricoles :

- L'aide alimentaire ne devrait pas être liée, explicitement ou implicitement, à des transactions commerciales ou à des services émanant du pays donateur.
- L'utilisation de nourriture en nature devrait être limitée à des situations de pénurie aiguë de nourriture locale et/ou de marchés alimentaires locaux non fonctionnels, là où les achats régionaux ne sont pas possibles. Dans les autres cas, l'aide alimentaire devrait être procurée en argent liquide afin d'acheter de la nourriture locale ou régionale.
- La monétisation de l'aide alimentaire devrait être limitée et remplacée par des donations en argent liquide afin d'éviter le déplacement de la production locale ou des importations commerciales

5. Les conventions commerciales multilatérales et régionales doivent inclure une réforme significative des règles commerciales agricoles afin d'offrir des règles équitables aux pays et aux producteurs pauvres.

- **Le texte sur l'agriculture** devrait inclure des clauses qui procurent aux pays en développement un accès réel aux marchés. De plus, il est important que les négociations débouchent sur une solution qui permette aux pays en développement d'utiliser des instruments de défense commerciale tels que les « produits spéciaux » (PS) et les Mécanismes de sauvegarde spéciaux (MSS) pour protéger les moyens d'existence et le développement rural. De plus, les négociations doivent prendre en compte la question des subsides qui engendrent des pratiques commerciales douteuses dans les pays riches.
- **L'UE devrait offrir aux pays ACP des options à long terme pour le commerce de biens qui incluraient** un changement de ses attitudes préférentielles unilatérales afin d'obtenir une meilleure ouverture des marchés européens sans qu'aucun pays ACP ne soit abandonné à son sort s'il ne conclut pas un APE. Ces options devraient également incorporer une renégociation des engagements financiers et de tous les aspects des APE initiaux afin de réduire les transactions au minimum voulu par l'OMC.

6. Les pays en développement doivent être aidés pour se préparer aux bouleversements futurs et s'en protéger. Tous les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) devraient développer des plans anti-crise complets. La projection de ces difficultés futures devrait se baser sur des probabilités historiques et sur l'échelle des bouleversements récents. Une attention toute particulière devrait se porter sur leurs effets fiscaux et sur les implications des dépenses liées aux ODM.

Notes

¹ Comme on le sait maintenant, les hausses de prix sont apparues grâce à une suite de circonstances « idéales » incluant de mauvaises conditions météorologiques, une plus grande demande de la part d'économies à croissance rapide, une augmentation de la population, un besoin accru en agrocarburants et des prix pétroliers élevés qui ont fait grimper les prix du transport et ceux des engrais.

² Sur base d'une estimation faite par Oxfam du nombre des personnes les plus pauvres, celles qui vivent avec moins d'un dollar par jour, dans 53 pays (les 49 Pays les moins avancés (PMA), le Tadjikistan, le Zimbabwe, les Territoires palestiniens occupés et le Kenya) et considérées comme les plus vulnérables aux augmentations actuelles des prix alimentaires. La liste des PMA et les indicateurs de pauvreté proviennent du site web des Nations Unies, www.un.org/special-rep/ohrls/ldc/list.htm, consulté le 28 mai 2008. Les estimations de pauvreté régionale et les données de population nationale proviennent, quant à elles, de la Banque Mondiale: *2007 World Development Indicators*, Washington DC, World Bank.

³ Dernières données qui reflètent les chiffres de 2001-2003. *FAO (2006) The State of Food Insecurity in the World 2006*, Rome, Food and Agriculture Organisation of the United Nations.

⁴ Site web du PAM, http://www.wfp.org/aboutwfp/introduction/hunger_fight.asp?section=1&sub_section=1, consulté le 16 mai 2008.

⁵ W.E. Easterling, P.K. Aggarwal, P. Batima, K.M. Brander, L. Erda, S.M. Howden, A. Kirilenko, J. Morton, J.-F. Soussana, J. Schmidhuber, et F.N. Tubiello (2007), *Food, Fibre and Forest Products. Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability*, Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, M.L. Parry, O.F. Canziani, J.P. Palutikof, P.J. van der Linden, et C.E. Hanson (éditeurs), Cambridge University Press, pages 273 à 313.

⁶ La Réserve fédérale américaine a débloqué 510 milliards de dollars depuis décembre 2007 (<http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/7410874.stm>), et la Banque Centrale Européenne 500 milliards de dollars le même mois (<http://www.telegraph.co.uk/money/main.jhtml?xml=/money/2007/12/19/ccom119.xml>).

⁷ Le calcul d'Oxfam, basé sur les 290 millions de personnes les plus pauvres dans les 53 pays considérés comme les plus vulnérables à l'augmentation des prix alimentaires et qui requièrent au bas mot une moyenne de 50 dollars par personne d'assistance en 2008. Cette estimation à la baisse ne prend pas en compte les coûts de transaction et ne représenterait que 14 cents par personne par jour.

⁸ E. Clay, *Food Aid and the Doha Development Round: Building on the Positive*, ODI, février 2006.

⁹ Poulton, C., A. Dorward et J. Kydd (2005), *The Future of Small Farms*, Conference on the Future of Small Farms, juin 2005, Wye.

¹⁰ DFID, *Growth and Poverty Reduction: The Role of Agriculture*, décembre 2005.

¹¹ <http://www.odi.org.uk/publications/nrp/NRP114.pdf>

¹² La Banque Mondiale a annoncé le doublement de ses prêts agricoles à l'Afrique pour l'an prochain.

¹³ En 2005-06 les donateurs de l'OCDE-CAD ont procuré une assistance de 3 milliards de dollars à l'agriculture, tandis que la Banque Mondiale prêtait de 1 à 2 milliards de dollars à l'agriculture, à la sylviculture et à la pêche entre 2002 et 2007.

¹⁴ *OECD (2007), Producer Support Estimate, Agricultural Policies in OECD Countries*.

¹⁵ http://www.africa-union.org/root/ua/Conferences/2008/avril/REA/01avr/Pamphlet_rev6.pdf

¹⁶ *WFP Congressional testimony before the Senate Foreign Relations Committee*, 15 mai 2008.

¹⁷ En 2000, les pays en développement ont investi dans la recherche et le développement agricoles un neuvième de la somme investie par les pays développés.

¹⁸ <http://www.fao.org/worldfoodsummit/english/fsheets/women.pdf>

¹⁹ C'est-à-dire les obligations légales de produire ou de consommer certaines quantités d'agrocarburants sur une base annuelle.

²⁰ C. Runge et B. Senauer, *How Biofuels Could Starve the Poor*, Foreign Affairs, mai-juin 2007.

²¹ OECD, *Rising Food Prices: Causes and Consequences*, document préparé pour la Réunion à haut niveau du CAD, 20–21 mai 2008.

²² Voir <http://www.guardian.co.uk/environment/2008/feb/26/food.unitednations>.

²³ R. Steenblik, *Biofuels – At What Cost? Government support for ethanol and biodiesel in selected OECD countries*, Global Subsidies Initiative, IISD, Genève, 2007.

²⁴ Voir, par exemple, *A Round for Free*, http://www.oxfam.org/en/files/bp76_dumping_roundforfree_050615.pdf.

²⁵ Voir par exemple le président de la Banque Mondiale, Robert Zoellick, à une conférence de presse le 2 avril 2008: « S'il y a jamais eu un moment pour couper les subsides qui dénaturent le commerce agricole et ouvrir les marchés aux importations alimentaires, c'est maintenant. ». Le négociateur commercial de l'UE Peter Mandelson et la négociatrice commerciale des EU Susan Schwab ont fait des remarques semblables au cours d'interviews diffusées sur Bloomberg Television le 19 mai 2008.

²⁶ M. Stockbridge (2006), *Agricultural Trade Policy in Developing Countries During Take-Off*, Oxfam research report.

²⁷ Voir par exemple l'International Herald Tribune du 19 mai 2008, *Rise in food price sharpens argument about EU farm policy*. « Avant tout, la solution à la crise ne réside pas dans la libéralisation » a déclaré le ministre français de l'agriculture, Michel Barnier, rejetant la position de pays tels que la Grande-Bretagne et le Danemark qui soutiennent les marchés pour répondre à l'augmentation des prix alimentaires. Barnier a également déclaré que la crise alimentaire soulignait le besoin d'une Politique Agricole Commune, ou PAC, de l'UE, qu'il a appelé la pierre angulaire de la sécurité alimentaire du continent.

²⁸ Le calcul d'Oxfam. Les 290 millions de personnes les plus pauvres des 53 pays les plus affectés demandent une moyenne de 50 dollars d'assistance par personne en 2008. Cette estimation à la baisse ne prend pas en compte les coûts de transaction et ne représenterait que 14 cents par personne par jour.

²⁹ Le calcul d'Oxfam, basé sur les 298 millions de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour dans l'Afrique sub-saharienne et qui nécessitent une moyenne de 100 dollars par personne par an. Cette estimation à la baisse ne prend pas en compte les coûts de transaction et ne représenterait que 27 cents par personne par jour.

Source: le site web des Nations Unies, www0.un.org/millenniumgoals/docs/MDGafrika07.pdf, consulté 28 mai 2008

© Oxfam International juin 2008

Cet article a été rédigé par Arabella Fraser et Frederic Mousseau. Oxfam remercie entre autres les personnes suivantes pour leur assistance dans sa réalisation: Robert Bailey, Sam Bickersteth, Gonzalo Fanjul, Carlos Galian, Duncan Green, Richard King, Javier Perez, Liz Stuart et Samar Verma. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés.

Courriel: publish@oxfam.org.uk

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Oxfam International est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice : Oxfam Amérique, Oxfam Allemagne, Oxfam Australie, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada, Oxfam France - Agir ici, Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Hong Kong, Intermon Oxfam (Espagne), Oxfam Irlande, Novib Oxfam Pays-Bas, Oxfam Nouvelle-Zélande et Oxfam Québec. N'hésitez pas à appeler ou écrire aux organisations listées ci-dessous pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : www.oxfam.org/fr

<p>Oxfam Amérique 226 Causeway Street, 5th Floor Boston, MA 02114-2206, USA +1 617 482 1211 (Toll-free 1 800 77 OXFAM) Courriel : info@oxfamamerica.org www.oxfamamerica.org</p>	<p>Oxfam Hong Kong 17/F., China United Centre, 28 Marble Road, North Point, Hong Kong Tel: +852 2520 2525 Courriel : info@oxfam.org.hk www.oxfam.org.hk</p>
<p>Oxfam Australie 132 Leicester Street, Carlton, Victoria 3053, Australia Tel: +61 3 9289 9444 Courriel : enquire@oxfam.org.au www.oxfam.org.au</p>	<p>Intermon Oxfam (Espagne) Roger de Llúria 15, 08010, Barcelona, Spain Tel: +34 902 330 331 Courriel : info@intermonoxfam.org www.intermonoxfam.org</p>
<p>Oxfam-en-Belgique Rue des Quatre Vents 60, 1080 Brussels, Belgium Tel: +32 2 501 6700 Courriel : oxfamsol@oxfamsol.be www.oxfamsol.be</p>	<p>Oxfam Irlande Dublin Office, 9 Burgh Quay, Dublin 2, Ireland Tel: +353 1 672 7662 Belfast Office, 115 North St, Belfast BT1 1ND, UK Tel: +44 28 9023 0220 Courriel : communications@oxfamireland.org www.oxfamireland.org</p>
<p>Oxfam Canada 250 City Centre Ave, Suite 400, Ottawa, Ontario, K1R 6K7, Canada Tel: +1 613 237 5236 Courriel : info@oxfam.ca www.oxfam.ca</p>	<p>Oxfam Nouvelle-Zélande PO Box 68357, Auckland 1145, New Zealand Tel: +64 9 355 6500 (Toll-free 0800 400 666) Courriel : oxfam@oxfam.org.nz www.oxfam.org.nz</p>
<p>Oxfam France - Agir ici 104 rue Oberkampf, 75011 Paris, France Tel: + 33 1 56 98 24 40. Courriel : info@oxfamfrance.org www.oxfamfrance.org</p>	<p>Oxfam Novib (Pays-Bas) Mauritskade 9, Postbus 30919, 2500 GX, The Hague, The Netherlands Tel: +31 70 342 1621 Courriel : info@oxfamnovib.nl www.oxfamnovib.nl</p>
<p>Oxfam Allemagne Greifswalder Str. 33a, 10405 Berlin, Germany Tel: +49 30 428 50621 Courriel : info@oxfam.de www.oxfam.de</p>	<p>Oxfam Québec 2330 rue Notre Dame Ouest, bureau 200, Montreal, Quebec, H3J 2Y2, Canada Tel: +1 514 937 1614 Courriel : info@oxfam.qc.ca www.oxfam.qc.ca</p>
<p>Oxfam GB Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK Tel: +44 1865 473727 Courriel : enquiries@oxfam.org.uk www.oxfam.org.uk</p>	

Secrétariat d'Oxfam International: Suite 20, 266 Banbury Road, Oxford, OX2 7DL, UK
Tel: +44 1865 339100 Courriel : information@oxfaminternational.org. Web site: www.oxfam.org

Bureaux de plaidoyer d'Oxfam International :

Courriel : advocacy@oxfaminternational.org

Washington : 1100 15th St., NW, Ste. 600, Washington, DC 20005-1759, USA, Tel: +1 202 496 1170.

Bruxelles : Rue Philippe le Bon 15, 1000 Brussels, Belgium, Tel: +322 502 0391.

Genève : 15 rue des Savoises, 1205 Geneva, Switzerland, Tel: +41 22 321 2371.

New York : 355 Lexington Avenue, 3rd Floor, New York, NY 10017, USA, Tel: +1 212 687 2091.

Organisations liées à Oxfam. Les organisations suivantes sont liées à Oxfam International :

Oxfam Japon Maruko bldg. 2F, 1-20-6, Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japan

Tel: + 81 3 3834 1556. Courriel : info@oxfam.jp Web site: www.oxfam.jp

Oxfam Trust en Inde B - 121, Second Floor, Malviya Nagar, New Delhi, 1100-17, India
Tel: + 91 11 2667 3 763. Courriel : info@oxfamint.org.in Web site: www.oxfamint.org.in

Membre observateur d'Oxfam. L'organisation suivante est actuellement membre observateur d'Oxfam et travaille vers une possible adhésion totale :

Fundación Rostros y Voces (Mexique) Alabama No. 105 (esquina con Missouri), Col. Napoles, C.P. 03810 Mexico, D.F.,
Tel/Fax: + 52 55 5687 3002. Courriel : comunicacion@rostrosyvoces.org Web site: www.rostrosyvoces.org